

Fonctionnaires : entre déboire et survie

Le Tchad fait face, depuis près d'une année, à une crise financière inédite, avec des conséquences économiques et sociales insondables. Comment le pays s'est-il retrouvé dans cette précarité ?

Il fait un chaleur de plomb ce mercredi 26 juillet. Dans le hall de l'annexe d'une banque de la place, le peu d'air frais que se disputent les fonctionnaires venus percevoir leur salaire devient peu à peu étouffant. Très vite, à la mauvaise odeur des haleines, se mêle un brouhaha et une bousculade indescritibles. A quelques mètres de là, au milieu d'une foule, François, fonctionnaire de son Etat, est adossé à une chaise. Il tient d'une main un stylo et de l'autre un chéquier et quelques billets de banque tout en méditant sur son sort. Après plusieurs minutes de réflexion, il lâche un grand soupir : "comment vais-je m'en sortir ?" Une interrogation qui rappelle Jean de la Bruyère dans son ouvrage *Les Caractères*. "Que me servirait que ma patrie fût puissante et formidable, si, triste et inquiet, j'y vivais dans l'oppression et dans l'indigence". Comme cet enseignant, la réduction sévère des salaires a plongé beaucoup de fonctionnaires dans la pire des précarités depuis l'avènement de la crise financière.

Crise qui a contraint le gouvernement à sérier 16 mesures dites d'austérité pour juguler la sécheresse du Trésor public. Parmi elles, la réduction de 50% des indemnités des fonctionnaires de l'Etat avec comme conséquences : mévente des marchandises sur les marchés, réduction du taux de fréquentation des alimentations, difficultés d'accès aux soins et à l'éducation... La situation est de surcroît plus ressentie par les fonctionnaires ayant

contracté un crédit à la banque. Percevant le plus souvent un mois de salaire sur trois, les banques opèrent à leur tour des coupes de trois mois sur le salaire de chaque mois. Du coup, certains agents de l'Etat se trouvent avec un compte vide à la fin du mois.

A l'origine de la crise. La situation que vit le Tchad tire ses origines, selon le chef de l'Etat, Idriss Deby Itno, de plusieurs facteurs. Il s'agit, entre autres, de l'effondrement au niveau mondial des prix des matières premières, de la lutte contre les groupes terroristes au Mali, les islamistes de Boko Haram et enfin de la difficulté pour le Tchad d'exporter son bétail vers le Nigeria et du fait de l'insécurité en Libye et en Centrafrique. Des pertes de ressources auxquelles s'ajoutent, toujours selon le chef de l'Etat, des hausses de salaires successives concédées aux agents de l'Etat. D'autre part, pour Jean Claude Nachege, le représentant résident du Fonds monétaire international (FMI), le Tchad croule sous le poids d'une dette extérieure colossale dont il a l'obligation de rembourser, même de manière échelonnée.

Ces facteurs expliquent à eux seuls la crise ? Issa Mahamat Abdelmahmout, inspecteur général d'Etat adjoint, dans son livre *"Tchad : Comment sortir de la crise économique ? Causes, conséquences et solutions"*, l'une des causes majeures de la crise financière se trouve dans le fait que "certaines personnalités, propriétaires de cer-

taines entreprises, refusent de payer l'impôt. Si les impôts sont mobilisés rationnellement, on n'en arriverait pas à cette situation de crise économique". D'autres analystes avancent, par contre, que le Tchad est surtout victime de la corruption qui sévit au sein de l'administration toute entière.

Des mécontentements en cascade. Les mesures d'austérité, y compris la réduction des salaires des fonctionnaires et la suppression des bourses des étudiants, ont suscité des protestations à l'échelle nationale et des grèves de fonctionnaires à la fin de l'année 2016 et au début de l'année 2017. Conséquences : les hôpitaux ont dû fermer leurs portes, entraînant la mort de plusieurs personnes. La paralysie du système éducatif a failli déboucher sur une année blanche. Dans une allocution du 26 décembre 2016 devant les représentants de la majorité présidentielle, le président de la République a accusé les leaders syndicaux d'enrichissement personnel sur le dos des fonctionnaires, allant jusqu'à les menacer de dissolution s'ils continuent à politiser leurs luttes. Cette déclaration n'a plutôt fait qu'envenimer le climat social déjà tendu. Le chef de l'Etat estime que les syndicats qui ont lancé le mouvement de grève ne se rendent pas compte du contexte économique difficile auquel le pays fait face. Entre-temps, dans l'administration publique, les agents qui arrivent à faire le déplacement jusqu'au bureau n'ont plus le cœur à l'ouvrage. La précarité couplée du manque de con-

Morosité sur les marchés de la capitale

Depuis que le Tchad subit le contrecoup de la crise financière, les marchés sont de moins en moins animés. Reportage.



Un soleil radieux ce samedi matin de la fin du mois d'août. A l'entrée sud du marché de Dombé dans le 7^e Arrondissement de N'Djaména, les bruits des moteurs sont assourdissants : les motos taxis, appelés communément "clando", guettent les clients. En face, des minibuses vétustes sont parkés. Des apprentis courent à la rencontre d'éventuels clients. Un peu plus loin, des boutiques sont ouvertes de part et d'autre. Les commerçants sont bien en place, mais les clients manquent à l'appel. Les allées, quant à elles, sont quasiment désertes. Quelques rares marchands ambulants et conducteurs des voitures à (deux) bras font de va-et-vient. Mahamat, un boutiquier, a l'air abattu. Une mine qui laisse penser que les affaires ne marchent pas. "Ma ni hadji", fulmine-t-il en arabe local. Traduction : "je n'ai rien à vous dire". Son voisin s'ouvre plus volontiers. "Comme vous le voyez, on n'a pas de clients ces derniers temps. Avant la crise, je faisais de recettes jusqu'à 100 000 f Cfa par jour. Aujourd'hui, il m'est difficile de rentrer avec 20 000, sauf pendant les fêtes de fin d'année et de rama-

dan. Il y a des moments où je passe toute une journée sans recevoir un client", déplore-t-il. A quelques encablures, un autre commerçant est assis devant un étal de vêtements. Il nous réserve un accueil flatteur. "DG (directeur général), voulez-vous un pantalon ou une chemise ? (...) Quand les fonctionnaires n'ont pas d'argent, les affaires ne marchent pas. J'ai dû baisser les prix de mes articles. Les chemises qui coûtaient 2 500 f Cfa se vendent maintenant à 1000 f Cfa. Malgré le rabais, les gens n'achètent pas", regrette-t-il. A 30 mètres de là, Habbé Lady, vendeuse de pagnes, se plaint. "Mon stock de pagnes de 2016 n'est toujours pas épuisé, alors que par le passé, sur une année, je faisais deux fois le voyage au Nigeria. Depuis ce matin, aucun client n'est encore passé par là", soupire-t-elle.

Au marché à mil. Même son de cloche au marché à mil, l'un des marchés les plus animés de la capitale, dans le 4^e Arrondissement. L'ambiance est morose. Grossistes et détaillants se côtoient. Des véhicules déchargent les marchandises. A l'entrée principale, un agent municipal explique que depuis que la crise financière a commencé, le marché peine à retrouver son ambiance habituelle. Dans les années précédentes, beaucoup de gens le fréquentaient à cause des prix qui sont à la baisse de tous.

Ici, ce sont des sacs d'oignons. Le propriétaire, le visage ridé, se lamente : "mes oignons sont entas-

sommables, pour, ne serait-ce que tirer les documents administratifs, a cédé place au découragement. Puis, au fil du temps, la morosité s'est installée, offrant aux fonctionnaires de multiples choix entre désertier les bureaux, jouer aux cartes pour ceux qui disposent d'un ordinateur ou encore se retrouver en groupe sous un arbre pour discuter sur leur sort ou celui du pays en attendant.

Autres solutions. A côté des mesures préconisées, il y a le contrôle des prix par le gouvernement et l'interdiction pour les entreprises étrangères installées au Tchad de rapatrier 100 % de leurs bénéfices dans leurs pays d'origine afin d'investir une partie sur place. Mesures qui devraient être accompagnées par les efforts des institutions de Breton Wood, notamment le Fonds monétaire international (FMI). Un prêt d'une valeur de 312 millions de dollars sur 3 ans au bénéfice du Tchad a été approuvé, dont 48,8 millions de dollars qui doivent être débloqués immédiatement au titre de la facilité élargie de crédit. Cette décision qui a été accueillie comme une bouée de sauvetage sera assortie d'une proposition de l'équipe du FMI pour la diversification de l'économie tchadienne indépendamment de la rente pétrolière. D'autre part, les intentions de financement des projets par les partenaires à hauteur de 20 milliards de dollars suite à la table ronde de Paris. Si les promesses arrivent à être tenues, elles permettront, on l'espère, la relance de l'économie et du développement du Tchad.

Naim Ahmat Baba

Un bailleur aux abois

Peu avant la tombée de la nuit au quartier Habbéna. Samuel Adissala, un bailleur habitant dans une cour commune, raconte les bisbilles nées entre locataires et bailleurs pendant cette période de marasme économique. C'est un mur d'environ 30 mètres sur 15, bâti en matériaux semi durs, qui se dresse devant nous. L'accès est difficile à cause des flaques d'eau. Assis sur une chaise, visage froncé, un petit poste radio à la main, le sexagénaire, enseignant à la retraite ne vit que de ses loyers. Mais avec la crise financière plus rien ne marche : "La pension tombe rarement. Sur les 11 chambres que j'ai mises en location, six (6) sont louées par des fonctionnaires. Deux d'entre eux s'acquittent régulièrement de leurs loyers, les trois autres accusent respectivement des arriérés de 1, 3 ou 8 mois", se plaint-il, avant de temporiser : "étant donné qu'ils occupent mes chambres depuis plus de cinq ans, je ne peux pas du coup les faire partir. Sinon, je les rappelle à l'ordre de temps à autre, et ils me font des promesses. C'est celui qui cumule huit mois que je voulais faire partir, vu qu'il a beaucoup des charges. Je lui ai donné une seconde chance. Il m'avait promis de payer les arriérés de 4 mois à la fin de ce mois, mais depuis que les fonctionnaires ont commencé à toucher leur salaire, il ne s'est pas encore rapproché de moi".

F.D

Ce dossier est publié dans le cadre de la formation médias du Gret, avec le soutien de l'ambassade de France.

Frédéric Danzabé